

OLEANEWS

Juillet - Août 2024



- Les développements de l'IA face aux enjeux climatiques
- P3 Les défis de l'instabilité politique
- P4 La Protection Sociale Complémentaire (PSC) dans la Fonction Publique
- P5 Êtes-vous concerné par NIS 2 ?

Intelligence Artificielle



Les développements de l'IA face aux enjeux climatiques

Google fait face à un défi : comment continuer à progresser dans le domaine de l'intelligence artificielle tout en respectant son engagement à réduire ses émissions de carbone ?



Actualités

Le rapport environnemental 2024 de Google montre une augmentation inquiétante de 49 % des émissions de gaz à effet de serre depuis 2019, principalement due aux besoins énergétiques des applications d'IA. Cette hausse menace les objectifs climatiques de Google, mettant en lumière le conflit entre progrès technologique et durabilité environnementale.

Evolutions

L'intégration croissante de l'IA dans nos produits rend la réduction des émissions de gaz à effet de serre difficile, en raison de l'augmentation de la demande de puissance de calcul nécessaire pour l'IA. Cette tendance représente un défi majeur pour le développement durable. Le paradoxe est clair : les technologies promettant de révolutionner les industries, d'améliorer l'efficacité et de stimuler l'innovation, aggravent également la crise environnementale.

Enjeux de demain

Le pic d'émissions de Google souligne l'urgence de rendre l'IA plus écologique. Bill Gates et Sam Altman estiment que la solution pourrait venir de l'IA elle-même, en optimisant la consommation d'énergie et offrir de nouvelles solutions au réchauffement climatique. Selon un rapport du BCG, l'IA pourrait réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre de 5 à 10 % d'ici 2030, soit l'équivalent des émissions annuelles totales de l'Union européenne.

Economie



Les défis de l'instabilité politique

En France, les événements politiques récents sont sources d'inquiétudes et d'interrogations. De nombreuses TPE et PME s'alertent des effets qu'une telle actualité pourrait avoir sur l'économie. En pareil cas, il est primordial pour elles d'être flexible / agile afin de limiter au maximum les impacts en interne.



Actualités

Les élections législatives de juillet 2024 ont abouti à un parlement fragmenté sans majorité claire. Le Nouveau Front Populaire (NFP) a remporté le plus grand nombre de sièges, suivi de près par Renaissance et le Rassemblement National (RN). Cette situation inédite pose des défis majeurs pour la gouvernance et la mise en œuvre des politiques économiques.

Evolutions

Les résultats des élections suscitent de l'incertitude et des inquiétudes au sein de la sphère économique. Bien que la bourse ait montré une certaine stabilité, les actions des grandes banques françaises ont fluctué en raison des craintes de régulations strictes et de politiques fiscales agressives. La réaction des marchés financiers est donc mitigée. Par ailleurs, les dirigeants de TPE et PME expriment leur inquiétude face à la possibilité d'effets récessifs et d'une crise économique.

Enjeux de demain

Le contexte actuel doit amener les entreprises à repenser leurs stratégies globales et à mettre au cœur des préoccupations internes les sujets de diversification (géographique et sectorielle), d'innovation, d'adoption de la technologie ou encore de formation. En outre, celles-ci doivent sécuriser leurs initiatives en mettant en place des mécanismes robustes de gestion des risques – tout cela dans l'optique de renforcer leur résilience afin de faire face aux aléas économiques, géopolitiques, ...

Protection sociale



La Protection Sociale Complémentaire (PSC) dans la Fonction Publique

La « loi de transformation de la fonction publique » du 6 août 2019 a introduit des réformes importantes sur la protection sociale complémentaire des agents.

Ce dispositif permet d'apporter une couverture additionnelle à la prise en charge par le régime général de la Sécurité sociale en couvrant deux risques majeurs : le risque santé et le risque prévoyance.



Actualités

Obligatoire dans le privé, la mise en place de la PSC ne l'était pas dans la fonction publique. En effet, c'est l'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021, qui vient imposer la mise en place progressive de la PSC pour l'ensemble des agents publics à compter du 1er janvier 2022 et jusqu'en 2026. Ce dispositif visant à renforcer la couverture sociale des agents contraint les employeurs à prendre en charge 50% minimum de la cotisation.

Evolutions

Les calendriers de mise en place du dispositif sont prévus comme suit :

- FP d'état : 1er janvier 2022, prise en charge de 15€ par mois pour certains employeurs et obligation que tous financent 50% minimum du coût des garanties de base au 01/01/2024,
- FP territoriale : prise en charge (50% minimum) à compter du 01 janvier 2025,
- FP hospitalière : prise en charge (50% minimum) à compter du 01 janvier 2026.

Enjeux de demain

Si la mise en place de la protection sociale complémentaire dans la fonction publique est à l'évidence nécessaire, elle vient toutefois poser de nombreux défis que les collectivités / administrations devront être en mesure de relever.

Parmi eux, ceux associés à la coordination entre les acteurs, à la gestion des contrats, à la budgétisation ou encore à l'hétérogénéité des besoins.

Êtes-vous concerné par NIS 2?



Audits et Contrôles en France

En France, l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Informations (ANSSI) est l'autorité qui contrôle les 30 000 entités du périmètre NIS 2. Elle a déjà publié un calendrier de mise en conformité des entités et se chargera d'inspecter, sur place et à distance, les entités entrant dans les critères des Annexes 1 et 2 de la directive.

Les structures concernées devront donc partager à l'ANSSI les informations demandées, et ce, conformément aux dispositions des articles 23 et suivants de ladite directive.



Actualités

La transposition française de la directive Network and Information Security 2 sera effective le 18 octobre 2024. NIS 2 a pour objectif d'assurer la résilience cyber et IT à l'échelle de l'UE pour garantir la vie et la stabilité de la société européenne.

De NIS 1 à NIS 2

Les Opérateurs de Services Essentiels (OSE) sont remplacés par les Entités Essentielles (EE) et les Entités Importantes (EI) (cf. Article 2 et 3). Par conséquent, le périmètre s'élargit de quelques centaines à des dizaines de milliers.

Au même titre que le CEPD, l'ENISA aura en charge l'harmonisation de la gestion de crise européenne via le réseau des points contacts nationaux uniques (CSIRT).

Seront obligatoires : la pro-activité sécuritaire, l'amélioration continue des moyens et des process et le partage d'information entre les différents acteurs.

Enjeux de demain

L'inflation réglementaire, normative et les coûts de la cybersécurité ne seront pas sans conséquences financières sur les entreprises.

À titre d'exemple, les fournisseurs de matériels et logiciels devront justifier de leurs sécurités pour 2027 et de l'application du règlement Cyber Resilience Act (CRA).

Prendre le risque de non-conformité vous exposera à des sanctions qui pourront aller jusqu'à un pourcentage du chiffre d'affaires mondial des entités (2% pour les EE et 1,4% pour les EI).



Contacts



Cédric BENOTEAU

Associé

cedric.benoteau@oleasterconsulting.com



Aymeric DE GORDON

Associé

aymeric.de-gordon@oleasterconsulting.com

A propos d'Oleaster

OLEASTER, cabinet de conseil indépendant dédié à la transformation, aide les organisations à s'adapter aux mutations économiques, numériques et sociétales.

Nos équipes réparties en 3 bureaux (Paris, Nantes et Bordeaux) rassemblent des passionnés de la transformation autour d'une même vision du conseil marquée par :

- Une approche collaborative et définitivement centrée-client;
- La volonté de trouver le meilleur équilibre entre innovation et pragmatisme ;
- L'assurance de donner du sens aux réponses apportées :
- Beaucoup d'humilité, d'écoute et d'énergie.

OLEASTER vous accompagne sur l'ensemble du cycle de vie de la transformation, mais aussi à travers des expertises spécifiques : création de valeur, Data, conformité et protection des données, RSE.